

# FONDATION JEAN MONNET POUR L'EUROPE

## MJM 35 : Interview de Jean Monnet par Jacques Berg : Fonds Jean Monnet : documents audiovisuels

### Transcription intégrale

**Track 2, 00'00"** : Q : Monsieur Monnet, quel a été votre but principal en lançant l'idée de la CECA ?

**Track 2, 00'10"** : Réponse de Jean Monnet (JM) : D'abord, pour répondre à votre question, il faut situer la réponse à l'époque à laquelle cette question a été posée. C'était en 1950, cinq ans après la guerre. Nous étions encore impressionnés, naturellement, par la guerre qui s'était poursuivie pendant ces années. Et nous avions une préoccupation, je dis nous : moi, Monsieur Schuman et nos collaborateurs. Une préoccupation, c'était d'organiser la paix. Comment organiser la paix, comment faire que ces pays, principalement l'Allemagne et la France, qui avaient été opposés pendant des siècles, se considèrent non pas vainqueurs ou vaincus, mais égaux. Comment était-il possible d'atteler leur énergie et leur capacité à la poursuite de l'égalité ? Par conséquent, nous avons pensé : on ne peut pas faire tout cela en un seul jour. La paix n'a pas été organisée pendant des siècles. Nous pensions qu'à la base de toute entente future, il y avait l'égalité. Il s'agissait d'établir pour commencer, car on ne peut pas tout faire en même temps, l'égalité d'intérêts entre la France et l'Allemagne, et d'autres pays d'Europe, Italie, Benelux, ceux qui accepteraient les règles qui ont été celles de la Communauté du charbon et de l'acier. Alors nous avons commencé ainsi par le charbon et l'acier. Ce n'était pas la solution du problème européen, mais c'était la première pierre [pour] établir un intérêt commun ; l'intérêt commun s'établissait par la vue commune et le règlement en commun de problèmes communs. C'est ce qui s'est passé pour le charbon et l'acier. Et c'était ça la préoccupation majeure que nous avons eu à cette époque, et qui demeure.

**Track 2, 2'30"** : Q : Et qui demeure justement parce que la préoccupation principale était la paix en Europe. Depuis, la paix dure, et la rivalité entre la France et l'Allemagne n'existe plus...

**Track 2, 2'44"** : JM : Il n'en est plus question. Un conflit entre l'Allemagne et la France est inconcevable. Les temps y sont pour quelque chose, mais l'organisation européenne y est pour beaucoup. Parce que, quelque soient les disputes techniques qui se produisent entre la France, l'Allemagne, l'Italie..., comme on le voit, ces disputes portent sur la meilleure méthode de résoudre un problème commun, c'est à dire que l'intérêt commun, graduellement, s'établit et grandit. Ce n'est plus le charbon et l'acier c'est le Marché commun ; Le Marché commun c'est à dire l'ensemble des produits de l'importation, de la production, aussi bien industriels qu'agricoles. Et nous voilà maintenant après ce Marché commun, engagés dans la voie d'une union économique et monétaire. Tout ça ce sont des progrès considérables, et qui sont dus au fait qu'on a poursuivi l'établissement de l'égalité. En ce qui concerne le Danemark, puisque vous êtes danois et que vous me faites l'honneur de me questionner, si le Danemark, ce que je souhaite, rentre dans la Communauté européenne, tous les problèmes futurs seront discutés avec le Danemark, comme avec la France, entre la France et l'Allemagne, ou l'Italie. Je le répète, je ne le redirai jamais assez, c'est l'égalité qui est la base même, et l'égalité n'était pas la situation européenne, c'était la domination. Tandis qu'aujourd'hui c'est l'égalité, et les difficultés pour résoudre les problèmes que cela pose sont grandes, mais ce sont des difficultés techniques, ce n'est pas une opposition comme c'était le cas avant la création de l'Union européenne.

**Track 3, 0'56"** : Q : Justement en parlant du Danemark, je suis très content que vous en parliez, pour moi les raisons principales de la candidature danoise sont d'ordre économique. Est ce que pour vous, c'est une bonne chose, ou est ce que vous ne pensez pas, que l'on a peut être un peu perdu les idéaux qui étaient les vôtres et qui le sont toujours, en parlant toujours d'économie ?

**Track 3, 1'30"** : JM : Ce qui a été poursuivi comme je viens de vous le dire, depuis le premier jour, n'est pas économique. Mais vous êtes obligés de vous occuper des questions économiques. Faites un gouvernement, quelque soit l'idéal d'ailleurs qui soit le sien. Il passe la plupart de son temps à s'occuper de questions économiques. Au Danemark, ou en France, il y a un gouvernement, il a un idéal, mais il a les pieds sur terre, et il doit nécessairement s'occuper des questions économiques. C'est le règlement des questions économiques qui crée cet intérêt commun. Et dans cette organisation européenne, le lien qui graduellement ce crée et qui permettra aux différents gouvernements de poursuivre un politique de paix ensemble, c'est parce qu'on aura d'abord créé chez eux une union économique. Regardez ce qui se passe autour de vous, dans vos familles, s'il n'y a pas d'union économique, il n'y a pas de vue commune, par conséquent je crois que pour répondre à votre question, l'objectif, l'idéal est une chose, le moyen de l'atteindre est une autre. L'idéal n'a pas changé, mais les moyens sont les moyens matériels pour le moment. Quant nous en arriverons à l'organisation politique de l'Europe, alors peut être, mais l'organisation politique de l'Europe ne sera pas possible s'il n'y a pas un intérêt commun d'abord, et un intérêt commun basé, je vous le répète et je ne le dirai jamais assez, sur l'égalité.

**Track 3, 3'25"** : Q : Le Danemark est depuis toujours un pays exportateur de produits agricoles, alors ce qui nous intéresse surtout dans l'Europe « verte », c'est de connaître les problèmes qui seront les nôtres une fois que nous serons membres du Marché commun.

**Track 3, 3'49"** : JM : Les problèmes qui seront les vôtres seront aussi les problèmes des autres. Le Danemark, comme vous le dites, a été exportateur de produits agricoles. Ses marchés principaux étaient l'Allemagne et l'Angleterre. Ces deux pays font maintenant partie de la Communauté. Par conséquent le Danemark, en faisant partie de cette communauté, retrouvera, mieux qu'il ne le fait aujourd'hui, les marchés agricoles principaux. D'autre part, dans le passé, le Danemark a été exportateur, il a donc dû faire face à la concurrence en particulier de la Nouvelle Zélande, et d'autres. Cet effort du passé vous met dans des conditions plus favorables que le reste de l'agriculture européenne, qui, dans une grande mesure, a été développée dans les années passées sous une forme protectionniste, ce que vous n'avez pas connu, et par conséquent, en rentrant dans le Marché commun, vous retrouvez vos marchés principaux, et vous trouvez, grâce à la concurrence, à mon avis, une supériorité sur l'agriculture européenne.

**Track 3, 5'13"** : Q : Vous savez que le Danemark aujourd'hui est aussi un pays industrialisé, avec une exportation de produits industriels, mais je crois que vous voyez autrement toute cette question de l'industrie. Vous m'avez parlé de concurrence industrielle, tandis que dans le domaine de l'agriculture, il n'y a pas, selon vous, de concurrence.

**Track 3, 5'34"** : JM : Je crois qu'en ce qui concerne l'industrie, l'intérêt du Danemark, comme de tous les autres pays qui font partie de ce Marché commun, c'est que c'est un vaste marché. Revenir sur soi même, rechercher la protection, c'est aller à contre courant du développement du monde. Tandis que l'industrie danoise trouvera dans le marché commun une clientèle, des acheteurs qu'elle ne peut pas trouver autrement. Par conséquent je crois qu'en agriculture, vous avez une certaine supériorité. Et dans l'industrie, vous êtes comme les autres, mais avec l'avantage d'un grand marché qu'actuellement vous n'avez pas, et que vous n'aurez pas si vous ne vous joignez pas à la communauté. Car il y a deux grands marchés dans le monde, il y a le marché commun et le marché américain.

**Track 4** [Changement de bobine.]

**Track 5, 0'00"** : Q : Je sais que vous n'aimez pas parler d'avenir, surtout l'avenir lointain, mais il y a tout de même une question qu'on peut se poser : si on arrive à créer l'Europe unie politiquement, l'Europe occidentale, comment pensez vous que seront les relations entre cette Europe et les Etats Unis ?

**Track 5, 0'32"** : JM : D'abord vous disiez que je n'aime pas beaucoup parler de l'avenir : je parle de l'avenir qui nous concerne, c'est à dire je pense que nous devons poursuivre l'union de l'Europe et que l'union de l'Europe

est un élément de paix dans le monde. Ça c'est un objectif. Comment y arriver ? au jour le jour, en résolvant des problèmes journaliers. Maintenant vous me dites, ayant réalisé, pas complètement, mais étant en voie de réaliser cette Europe, quelle forme de relations voyez vous avec les Etats Unis ? eh bien je pense que les relations d'une Europe unie, représentant la force économique que représentera l'union de la France, de l'Angleterre... de l'Angleterre, de l'Allemagne, des pays scandinaves, Danemark, Italie, sera une force considérable. Les américains sont des gens pratiques : s'ils voient que nous sommes actifs, et qu'ils croient par conséquent que nous allons aboutir, les relations entre les Etats Unis et nous seront des relations d'égalité. Je suis convaincu pour ma part que les Américains sont influencés, plus que par toute chose, par l'action. Si nous agissons, ils trouveront tout ça très bien. Si nous n'agissons pas, ils agiront eux mêmes.

**Track 5, 1'56** : Q : L'Europe unie aura t'elle un rôle à jouer dans la politique des Etats Unis ?

**Track 5, 2'00** : JM : Du moment où l'Europe sera ce qu'elle est en train de devenir : une force, on en tiendra compte, et ses avis auront un poids. Aujourd'hui ses avis n'ont pas de poids, ou très peu. Pourquoi, parce qu'elle ne peut pas participer, elle n'a pas la force. Les pays individuels sont trop petits. Le Danemark n'est pas un petit pays. Dès l'instant où il est dans la Communauté il est à égalité, c'est là ce qui est essentiel de comprendre : il n'y a pas de petits pays en Europe, s'ils s'unissent, il n'y a que des petits pays s'ils ne s'unissent pas.

**Track 6, 0'00** : Q : Regardons de l'autre côté, vers l'Est, la coopération entre une Europe unie, et la Russie, ou ce qu'on appelle le bloc de l'Est.

**Track 6, 0'14** : JM : Je souhaite qu'il y ait une coopération entre l'Ouest et l'Est, mais je pense aussi, comme Monsieur Brandt l'a dit bien des fois, que la coopération avec l'Est, non seulement se fera d'autant mieux, mais elle ne se fera que si nous consolidons la situation à l'Ouest. Il ne faut pas poursuivre la coopération à l'Ouest sans se préoccuper d'une coopération avec l'Est. Ce comité d'action pour les Etats Unis d'Europe, lorsqu'il s'est réuni à Bonn il y a quelques semaines, a dit : coopération avec les Etats Unis à égalité, et s'efforcer d'établir une coopération avec l'Est. L'Est actuellement ne reconnaît pas la Communauté. Mais je pense que c'est une question de temps, qu'elle le fera.

**Track 6, 1'16** : Q : Vous pensez que la Russie sera forcée de le faire...

**Track 6, 1'19** : JM : Je n'aime pas le mot forcé, ça implique la force. Je ne parle pas de force. Le jour où vous avez une union de l'Europe, vous ne pouvez pas l'ignorer, et les Russes sont pratiques, ils ne vont pas ignorer cette réalité, du moment où cette réalité n'est pas une réalité de guerre, c'est une réalité d'organisation qui pourra aider à l'organisation de la paix.

**Track 7, 0'00** : Q : Monsieur Monnet, pour conclure, vous êtes tout à fait certain de l'entrée de la Grande Bretagne dans le Marché Commun...

**Track 7, 0'19** : JM : Moi je suis certain, oui.

**Track 7, 0'20** : Q : Et avec la Grande Bretagne, les trois autres pays candidats, tout au moins en ce qui concerne le Danemark, qui s'est lié à suivre la Grande Bretagne...

**Track 7, 0'31** : JM : Je le crois. Il m'est très difficile d'imaginer que les négociations actuelles avec l'Angleterre et par conséquent avec le Danemark échouent. Je ne peux pas le croire. Parce que l'intérêt de l'Angleterre est de se joindre, car elle a besoin d'un marché commun, d'un grand marché, et il n'y en n'a que deux, l'Amérique et le marché européen. D'autre part, l'Europe a besoin de l'Angleterre, car l'Angleterre a apporté à la civilisation une contribution majeure, indépendamment des conditions matérielles, qui sont grandes, et les avantages que l'Europe entière aurait de la participation anglaise, en dehors de cela, l'Europe y gagnera parce que l'Angleterre est plus démocratique. Elle a le sens, elle comprend ce que veut dire l'importance des institutions. Les continentaux croient que ce sont les hommes qui règlent les questions. Les Anglais savent que sans les institutions les hommes ne peuvent rien faire. Les Anglais ont prouvé ça depuis des siècles, et je crois que lorsque l'Angleterre sera dans le marché commun, elle aidera au renforcement des institutions, au renforcement de la démocratisation de ces institutions, et

par conséquent le gain que l'Angleterre apportera à l'Europe ne sera pas seulement matériel, il sera institutionnel, fondamental pour le développement même de toutes ces institutions.

**Track 7, 2'36"** : Q :Est ce à dire que vous considérez donc l'Europe continentale d'aujourd'hui comme n'étant pas démocratique ?

**Track 7, 2'43"** : JM :Si, elle est démocratique, mais je crois que l'Angleterre ne fera que renforcer ce courant. l'Europe actuelle ne peut pas être autre chose que démocratique, mais l'Angleterre renforcera le courant démocratique européen. Pas de doute.

**Track 8, 0'00"** : Q :Est ce qu'il vous arrive, parce que le chemin est long, d'être déçu par une certaine lenteur ?

**Track 8, 0'13"** : JM : D'abord, ce n'est pas dans ma nature d'être déçu. Pour être déçu, ça veut dire que vous acceptez la défaite et que vous le regrettez. Moi je ne sais pas ce que c'est. Je crois que ce qu'il faut, car c'est une entreprise très difficile, car ces pays européens sont des vieilles nations, c'est les unir. 250 millions d'habitants appartenant à des civilisations diverses, fondamentalement les mêmes, mais enfin [qui ont] tout de même des expressions différentes. Unir tous ces pays en une seule entité européenne est extrêmement difficile, et se produit cependant. Pour en être déçu, il faudrait en ignorer le fonds, ce qui est nécessaire, c'est à dire la difficulté. Il est nécessaire et inévitable qu'on ait des difficultés, et en ce qui me concerne, je fais mon possible pour les comprendre, et aider à les résoudre, mais non pas à être déçu.

**Track 8, 1'18"** : Q :Les difficultés qu'on a vues par exemple à Bruxelles, pour les questions agricoles, c'est pour vous des difficultés nécessaires, qui prouvent une évolution ?

**Track 8, 1'27"** : JM : Cela prouve une évolution. Ça prouve que ce ne sont pas les seuls gouvernements, que l'opinion publique compte et se manifeste comme elle vient de se manifester. J'en regrette la manifestation, mais c'est une manifestation qui prouve non seulement que l'opinion publique est touchée, mais [qu'elle] se manifeste en ce qui concerne la manière de traiter les problèmes.

**Track 8, 1'57"** : Q : Et ce manifeste en commun...

**Track 8, 1'58"** : JM : Et ce manifeste en commun, car vous avez eu des français, des italiens, et autres qui ont été à Bruxelles. Alors, non, je ne suis pas déçu, je trouve que c'est extraordinaire que dans un espace de vingt ans, on commence à transformer ce continent qui en a bien besoin.

**Track 8, 2'23"** : Monsieur Monnet je vous remercie.

## Thèmes

- CECA : objectifs de la création
- Europe et Danemark : entrée dans le Marché commun
- Europe et Etats Unis : relations
- Europe et Grande Bretagne :
- Entrée dans le Marché commun
- Importance des institutions
- Europe et Russie : relations
- Organisation économique indispensable
- Paix, organisation
- Règlement en commun de problèmes communs